



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 22 août 2020
portant restriction d'usage de l'eau du réseau d'eau potable
de la communauté de communes du Golfe de Saint-Tropez**

Le préfet du Var,
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement pris notamment en son article L. 211-3 relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret du Président de la République du 23 août 2016 nommant M. Jean-Luc VIDELAINE, préfet du Var ;

Considérant qu'une casse de canalisation desservant en alimentation eau potable de l'usine de Cogolin s'est produite ;

Considérant que, du fait de cette casse, l'alimentation en eau potable des communes de la communauté de communes du Golfe de Saint-Tropez ne peut plus être assurée de façon normale et que seuls peuvent être maintenus les usages prioritaires de l'eau ;

Considérant que cette casse nécessite une réparation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

L'utilisation de l'eau destinée à l'alimentation en eau potable, provenant du réseau d'eau potable de la communauté de communes du Golfe de Saint-Tropez est restreinte à son strict minimum.

Ne sont autorisés que les usages liés aux besoins alimentaires, à la santé et à la sécurité civile.

ARTICLE 2 :

Tous les autres usages tels que le lavage, l'arrosage, l'alimentation des fontaines ou l'irrigation sont interdits.

ARTICLE 3 :

Les communes concernées par cette mesure sont les communes de la communauté de communes du Golfe de Saint-Tropez :

Cogolin
Cavalaire
La Croix-Valmer
Gassin
Grimaud
La Môle
Le Plan-de-la-Tour
Ramatuella
Rayol-Canadel-sur-Mer
Sainte-Maxime
Saint-Tropez

ARTICLE 4 : Durée d'application

Les prescriptions du présent arrêté préfectoral sont applicables dès sa signature.
Il restera en vigueur jusqu'à la prise d'un nouvel arrêté préfectoral abrogeant celui-ci.

ARTICLE 5 : Sanctions

Le non-respect des mesures édictées dans l'arrêté fait encourir au contrevenant une amende de 5^{ème} classe (1.500 Euros). Indépendamment des poursuites pénales, le préfet peut mettre en demeure l'exploitant ou le propriétaire de satisfaire aux dispositions de l'arrêté.

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. En application de l'article L.214-10 du Code de l'Environnement, Il peut aussi faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon dans ce même délai.

Le défaut de réponse de l'administration au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois après sa réception fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible sur le site internet : « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 7 : Exécution et publication

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le sous-préfet de Draguignan, le Président de la communauté de communes du Golfe de Saint-Tropez, les maires des communes de Cavalaire, Cogolin, La Croix-Valmer, Gassin, Grimaud, La Môle, Le Plan-de-la-Tour, Ramatuella, Rayol-Canadel-sur-Mer, Sainte-Maxime et Saint-Tropez, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental des territoires et de la mer, la directrice départementale de la protection des

populations, le délégué territorial de l'agence régionale de santé, le chef du service départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Les maires afficheront cet arrêté en mairies et en des points choisis par eux pour en assurer la plus large diffusion au public.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et consultable sur le site Internet de la préfecture.

Copie de cet arrêté sera adressée pour information à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Sud, Provence-Alpes-Côte d'Azur, et au chef du service départemental de l'office français pour la biodiversité.

Fait à Toulon, le 22 août 2020

Pour le Préfet et par délégation,



Olivier BITZ, Sous-préfet